



Résumé du diagnostic social de base portant sur les réalités sexo-spécifiques et les aspects liés au genre, les conflits locaux et les mécanismes de résolution de conflits existants

Favoriser la résilience en République démocratique du Congo

Adaptation aux changements climatiques et protection des forêts au sein des communautés minières engagées dans la transition vers un avenir sobre en carbone

Objectifs

Dans le cadre du projet *Favoriser la résilience*, les équipes de mise en œuvre ont entrepris de mener des diagnostics visant à analyser les situations de conflits et les inégalités de genre dans les zones d'intervention du projet.

Les diagnostics ont d'une part visé à fournir des éléments de contexte pour mieux comprendre comment promouvoir une participation plus équitable à la gestion des ressources naturelles, qui favorise l'implication des femmes, des jeunes et des Peuples Autochtones.

L'analyse sensible aux conflits avait d'autre part pour finalité d'identifier les dynamiques conflictuelles dans les zones d'intervention du programme, afin de comprendre les effets potentiels que ces conflits pourraient avoir sur la mise en œuvre du projet. Cette démarche visait également à proposer des mécanismes d'atténuation non violents, basés sur une compréhension contextualisée des tensions locales.

Méthodologie

Les diagnostics sur le genre et les conflits ont été menés dans les Provinces de l'Ituri, de la Tshopo, du Haut Katanga et du Lualaba en République démocratique du Congo (RDC). La collecte des données et leur analyse ont été effectuées par les partenaires du projet SOFEPADI et ADGRN, sous la coordination d'IMPACT. Les diagnostics ont adopté une approche qualitative, participative et inclusive, combinant collectes de données primaires et secondaires. La collecte des données de ces diagnostics a été réalisée entre les mois d'août et de septembre 2024.

L'approche adoptée pour l'analyse repose sur des méthodes qualitatives, incluant une recherche documentaire, des entretiens individuels semi-directifs (70), des groupes de discussion (28 sessions, 420 personnes) et des récits de vie (8). L'étude a impliqué une diversité de participants, parmi lesquels des femmes et des hommes des communautés ciblées par le projet, des membres des Peuples Autochtones Pygmées, ainsi que des personnes marginalisées comme des albinos et autres en situation de handicap.

Ces deux diagnostics de base ont permis d'obtenir une compréhension fine des dynamiques sociales locales relatives au genre et aux conflits, de recueillir les perceptions des bénéficiaires et de mieux comprendre les réalités spécifiques vécues par ces communautés en vue de concevoir des actions mieux adaptées à leur besoins et sensibles au contexte spécifique de chaque localité.

Résultats clés du diagnostic sur les réalités sexo-spécifiques et le genre

Les réalités sexo-spécifiques et inégalités de genre

L'analyse révèle que, bien que les femmes jouent un rôle clé dans l'économie locale, notamment dans les secteurs agricoles et miniers, elles restent sous-représentées dans les décisions liées à la gestion des ressources naturelles et sont confrontées à des normes socioculturelles restrictives.

D'une manière générale, l'étude a permis de révéler cinq domaines d'inégalités de genre :

- **Inégalités d'accès à la terre** : coutumes foncières défavorables aux femmes;
- **Sous-représentation dans la gouvernance locale**, malgré un rôle majeur dans les activités économiques (ex. agriculture, produits forestiers non ligneux (PFNL));
- **Exploitation minière** : les femmes sont cantonnées à des tâches informelles et précaires (lavage, triage);
- **Exposition accrue aux violences basées sur le genre (VBG)** dans les zones minières;
- **Un accès à l'éducation** très limité dans toutes les provinces.

À propos du projet

Le projet *Favoriser la résilience*, vise à accroître la résilience des communautés de la RDC subissant les effets de l'exploitation minière, en particulier de l'exploitation des minéraux critiques qui sont essentiels à la transition verte. Le projet renforcera la capacité des populations locales à restaurer et à préserver leurs écosystèmes, composés notamment de forêts tropicales, de zones boisées les zones de savanes. Le leadership des femmes et la promotion des connaissances autochtones seront au

cœur des efforts déployés pour aider les communautés à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique.

Dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba, IMPACT met en œuvre le projet en collaboration avec les partenaires suivants : ADGRN, PREMI-Congo. Dans les provinces de la Tshopo et de l'Ituri, IMPACT met en œuvre le projet en collaboration avec les partenaires suivants : OCEAN, PAP-RDC, SOFEPADI, Tropenbos DRC.

Résultats clés du diagnostic sur les réalités sexo-spécifiques et le genre (suite)

Plus spécifiquement :

Dans les provinces de **Lualaba et Haut-Katanga**, caractérisées par une forte activité minière, les hommes dominent les emplois formels du secteur, tandis que les femmes sont reléguées à des emplois informels tels que le petit commerce, l'agriculture vivrière ou les services domestiques. L'inégalité d'accès aux terres et aux ressources naturelles est également une préoccupation majeure. Dans ces provinces, le contrôle des terres reste majoritairement aux mains des hommes, empêchant les femmes de posséder des terres de manière indépendante et de bénéficier des profits générés par les ressources naturelles.

Dans la province de l'**Ituri**, le contexte est marqué par les conflits armés, qui ont aggravé les inégalités de genre et la précarité des femmes. Par ailleurs, le manque de reconnaissance des droits des femmes dans les zones touchées par les conflits empêche celles-ci de revendiquer la justice et d'obtenir des réparations. L'accès aux terres est également compromis par les déplacements forcés, privant les femmes et les jeunes de leurs moyens de subsistance et renforçant leur précarité économique et sociale. Les conflits liés aux ressources naturelles exacerbent la marginalisation des femmes dans les décisions locales.

Dans la province de la **Tshopo**, une région principalement agricole, la division des rôles selon le sexe est fortement ancrée dans les normes sociales traditionnelles. Les femmes sont responsables des tâches domestiques et de la production agricole de subsistance, tandis que les hommes sont chargés de la gestion des terres et des activités commerciales. Malgré certaines coutumes permettant aux femmes d'hériter des terres, cette possibilité est souvent entravée par des normes patriarcales, qui limitent leur autonomie économique et leur pouvoir de décision.

Peuples Autochtones Pygmées

On constate une marginalisation multiple des Peuples Autochtones Pygmées, qui souffrent d'entraves d'accès à la propriété foncière et d'une exclusion des cadres décisionnels. Les Peuples Autochtones Pygmées de l'Ituri et de la Tshopo, notamment ceux vivant encore en forêt, font face à des défis spécifiques liés à leur mode de vie nomade. Leur forte mobilité rend difficile leur accès aux services de base. Par ailleurs, dans leur culture, la propriété foncière n'a pas de valeur, ce qui complique leur intégration dans les systèmes de gestion des terres et des ressources naturelles. Ne disposant pas de terres en permanence, ils sont souvent marginalisés et exclus des opportunités économiques offertes aux autres communautés. Les Pygmées sont fréquemment dépossédés de leurs terres ancestrales, cédées aux groupes ethniques dominants, comme à Bafwazana, dans le territoire de Bafwasende en Tshopo. Enfin, leur mode de vie de chasseurs-cueilleurs, basé sur la chasse, la pêche et la cueillette, est aujourd'hui menacé par la réduction des forêts.

Les femmes Pygmées font quant à elles face à une double marginalisation (de genre, et du fait de leur identité Pygmée) qui les empêche d'accéder à des opportunités et de défendre leurs droits.

Obstacles à la participation des femmes

- **Obstacles socio-culturels** : Normes et coutumes discriminatoires freinant l'accès des femmes aux mêmes opportunités économiques que les hommes.
- **Freins juridiques** : Accès limité aux juridictions et absence de conseils légaux gratuits pour accompagner les femmes dans la défense de leurs droits.
- **Manque de structures organisationnelles** : Faible présence d'organisations féminines et absence de mécanismes permettant aux femmes d'influencer les décisions locales.
- **Barrières financières** : Manque d'opportunités entrepreneuriales, empêchant les femmes de mener des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et d'acquérir une autonomie économique.
- **Stéréotypes sociaux** : Perception de la femme comme politiquement incapable, limitation de son éducation et marginalisation dans la gouvernance locale.

Principales recommandations assorties du diagnostic sur les réalités sexo-spécifiques et le genre

Les conclusions de l'étude ont permis de formuler des recommandations ciblées en vue d'améliorer l'accès des femmes et des Peuples Autochtones (PA) aux ressources naturelles, ainsi que leur participation accrue et égalitaire à la gouvernance locale.

Les principales recommandations pour favoriser de manière durable l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des PA Pygmées

Thème	Actions recommandées	Objectif
Renforcement du leadership féminin	<ul style="list-style-type: none"> Permettre aux femmes d'influencer les décisions à tous les niveaux : local, provincial et national. Encourager leur participation aux mécanismes humanitaires et de développement pour l'égalité des opportunités. 	Renforcer les capacités des femmes afin qu'elles puissent jouer un rôle actif dans les décisions politiques et sociales.
Transformation des normes sociales négatives	<ul style="list-style-type: none"> Modifier les pesanteurs socio-culturelles et les coutumes discriminatoires à travers des approches comme Mobali pona Mwasi (homme engagé pour les droits des femmes). Favoriser l'abandon de coutumes rétrogrades qui renforcent les violences basées sur le genre. 	Promouvoir une gestion plus inclusive des ressources naturelles et réduire les inégalités basées sur le genre.
Renforcement des compétences et autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir la création et la redynamisation des organisations locales en faveur des femmes pour renforcer les initiatives de promotion du genre. Mettre en place des programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour permettre aux femmes et aux PA d'apprendre à lire et écrire. Former les femmes sur leurs droits fondamentaux et les barrières qui renforcent les violences basées sur le genre. Mettre en place des mécanismes d'épargne via des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). 	Outils les femmes et les PA pour qu'ils puissent mieux défendre leurs droits et accéder aux opportunités sociales et économiques.
Accès aux opportunités économiques	<ul style="list-style-type: none"> Initier des sessions de formation sur l'entrepreneuriat social et le développement des AGR pour les femmes, jeunes, albinos et PA. Appuyer une agriculture améliorée via des approches solides comme Champ École Paysan pour une meilleure productivité et résilience. 	Permettre aux femmes et aux PA de développer des AGR et d'atteindre une autonomie financière.
Plaidoyer et inclusion des groupes marginalisés, y compris les PA	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les actions de plaidoyer pour la protection des droits des personnes marginalisées, y compris les femmes, PA, albinos et personnes vivant avec un handicap. Sensibiliser les autorités et la société civile à la nécessité de garantir l'accès aux ressources naturelles et aux opportunités économiques à égalité avec les hommes. Garantir leur participation à l'élaboration des politiques foncières et économiques. 	Assurer une prise en compte des besoins et des droits des groupes marginalisés dans les décisions locales.

Résultats clés de l'analyse des dynamiques conflictuelles et mécanismes de résolution des conflits

Dynamiques de conflits

L'étude a permis de mettre en lumière les dynamiques de conflits observées dans les différentes provinces, et d'identifier les capacités locales de résolution.

Principales sources de conflits et de tensions

- **Conflits fonciers** : limites administratives controversées, expropriations, positionnement pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles;
- **Conflits de pouvoir** : relatifs aux rivalités d'autorité ou de gouvernance locale;
- **Conflits identitaires** : souvent liés à l'appartenance communautaire ou à l'accès différencié aux droits fonciers, et se traduisant en des rivalités entre groupes autochtones et allochtones (ex. Babole/Kokoa dans la Tshopo);
- **Conflits agriculteurs-éleveurs** : liés au déplacement du bétail responsable de la destruction de cultures;
- **L'accès aux ressources naturelles** : source de tensions importantes, exacerbées par des cadres de gouvernance insuffisants et des disparités sociales qui affectent les communautés vulnérables;
- **Tensions liées à l'exploitation minière** : absence de retombées économiques au niveau local génératrice de frustrations, tensions avec les exploitants miniers étrangers exacerbées par le recours exclusif à une main-d'œuvre extérieure au détriment des travailleurs locaux, expropriation d'autochtones (notamment dans le Haut-Katanga).; conflits entre exploitants miniers industriels et creuseurs artisanaux autour de la gestion des concessions minières; pollution.

Impacts sur les communautés

- Fragilisation de la cohésion sociale
- Accroissement des sentiments d'injustice et de marginalisation
- Risques accrus de violences (notamment à l'égard des femmes)

Une conflictualité exacerbée par les enjeux miniers et fonciers

Dans les localités étudiées notamment dans le Haut-Katanga, le Lualaba (Mutshatsha) et la Tshopo (Banalia et Basfwasana) l'arrivée des exploitants miniers étrangers a provoqué une reconfiguration brutale de l'usage des terres. Les communautés locales, historiquement ancrées dans des activités agricoles, se trouvent progressivement dépossédées de leurs espaces vitaux, sans réelle consultation ni compensation. Cette dépossession engendre un ressentiment croissant, particulièrement parmi les jeunes, et se traduit par des tensions latentes, voire des affrontements ouverts.

Ces conflits fonciers prennent souvent une dimension identitaire, opposant "autochtones" et "allochtones", ou "locaux" et "étrangers", exacerbée par la perception d'une complicité des autorités locales avec les entreprises minières. À Banalia, par exemple, des soulèvements communautaires ont été constatés, révélant la profondeur du sentiment d'exclusion.

Résultats clés de l'analyse des dynamiques conflictuelles et mécanismes de résolution des conflits (suite)

Une gouvernance de la paix inégale selon les contextes

L'analyse révèle que les capacités locales de prévention et de résolution des conflits varient fortement d'une localité à l'autre. À Mambasa (Ituri), malgré la présence de tensions similaires, notamment autour de la Réserve de Faune à Okapi (RFO), des mécanismes communautaires de gestion pacifique des conflits sont en place. Les cadres de paix tels que les groupes de dialogue et les conseils locaux de paix et de développement, bien qu'encore fragiles et sous-dotés, constituent des bases encourageantes pour un accompagnement structurel et technique.

A contrario, dans les autres provinces enquêtées, ces structures sont inexistantes ou inefficaces, ce qui accentue la persistance des conflits et entrave toute initiative de réconciliation durable. Le déficit de confiance entre les acteurs locaux (populations, exploitants, autorités) mine les tentatives de médiation informelle ou institutionnelle.

Les dynamiques identifiées au niveau des localités d'intervention

Ituri (territoire de Mambasa)

- Conflits fonciers liés aux limites administratives entre groupements coutumiers (ex. différends entre les chefs de Nyangwe et Bapongomo).
- Oppositions entre la Réserve de Faune à Okapi et les populations riveraines, notamment concernant l'accès aux ressources naturelles et la pratique agricole.
- Disputes entre agriculteurs et éleveurs causées par la divagation du bétail, entraînant des destructions de cultures.
- Conflits autour de l'exploitation illégale des minerais à Makalanga, impliquant des opérateurs miniers étrangers, principalement chinois.
- Des conflits ont été identifiés entre Bantous et Pygmées relativement à l'accès à la terre.

Tshopo (territoires de Banalia & Bafwasende)

- Tensions entre jeunes locaux et exploitants miniers étrangers, exacerbées par le recours exclusif à une main-d'œuvre extérieure, au détriment des travailleurs locaux.
- Litiges identitaires entre les Babole et les Kokoa, où les autochtones refusent d'octroyer des terres aux nouveaux arrivants.
- Accès limité aux terres et ressources naturelles, provoquant une frustration croissante des communautés locales vis-à-vis des décisions administratives.

Haut-Katanga (territoire de Kambove)

- Expropriation des terres autochtones par certaines autorités locales pour le bénéfice d'investisseurs miniers étrangers, provoquant un sentiment de marginalisation et d'injustice.
- Oppositions entre exploitants miniers et creuseurs artisanaux, liées à la gestion des concessions minières et au manque de reconnaissance des droits des petits exploitants.

Lualaba (territoire de Mutshatsha)

- Conflits entre exploitants artisanaux et industriels, causés par l'absence de zones délimitées pour l'exploitation artisanale et le manque d'intégration des communautés locales.
- Spoliation des terres agricoles par des entreprises minières, aggravant les tensions avec les habitants et entraînant des protestations contre les autorités locales.

Recommandations stratégiques relatives à l'analyse des dynamiques conflictuelles et mécanismes de résolution des conflits

Il apparaît crucial de renforcer les mécanismes de prévention et de gestion des conflits à travers une approche intégrée, ancrée dans les communautés locales. Cela inclut :

- La mise en place de structures de paix communautaires (groupes de dialogue, comités locaux de paix, plateformes multisectorielles) dotées de mandats clairs, inclusifs et reconnus;
- Le renforcement des capacités locales en médiation et résolution pacifique des conflits, à travers des formations, du mentorat et l'appui technique permanent;
- L'instauration de processus participatifs et transparents de gestion des ressources naturelles, notamment dans le domaine foncier, afin de garantir l'équité d'accès et de prévenir les frustrations;
- L'implication systématique des jeunes et des femmes dans les initiatives de paix, en tant qu'acteurs stratégiques et porteurs de changement;
- Un plaidoyer actif auprès des autorités locales et nationales pour une gouvernance plus inclusive, transparente et responsable des ressources naturelles.

En somme, une approche centrée sur la cohésion sociale, la justice foncière et la gouvernance inclusive est indispensable pour transformer les conflits identifiés en opportunités de dialogue et de développement local durable. L'analyse démontre que l'absence de mécanismes de paix ne constitue pas seulement un vide institutionnel, mais un facteur aggravant des tensions sociales. La consolidation de la paix doit donc être pensée comme un levier essentiel du développement dans ces localités.



Recommandations stratégiques relatives à l'analyse des dynamiques conflictuelles et mécanismes de résolution des conflits (suite)

Les principales recommandations pour favoriser de manière durable l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des PA Pygmées

Recommandations	Actions proposées	Objectifs visés
Promouvoir la cohésion sociale et sensibilisation aux conflits	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'activités avec IMPACT, SOFEPADI et ADGRN. • Mise en place/redynamisation des structures de paix. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des liens entre communautés, exploitants et autorités locales. • Promotion de mécanismes non violents de résolution des conflits.
Sensibilisation à la cohabitation pacifique	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration avec des comités locaux de paix et des cadres de dialogue existants et appui à ceux existants. • Intensification des campagnes de sensibilisation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Encouragement à la réconciliation entre les communautés en conflit.
Prévention des violences liées aux affrontements	<ul style="list-style-type: none"> • Campagnes de sensibilisation auprès des jeunes et des communautés. • Mise en avant des lois et instruments juridiques. • Implication des leaders communautaires et autorités politico-administratives. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des violences et des risques pour les femmes et les filles. • Promotion d'une culture de paix et du respect des droits.
Cadre d'échange sur les conflits fonciers et miniers	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de discussions entre les parties concernées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser une répartition équitable des ressources conformément à la loi sur la décentralisation en RDC.
Forums communautaires pour le dialogue	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du dialogue entre décisionnaires et communautés. Identification des contraintes et solutions non violentes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des tensions et identification de solutions durables.
Priorisation des conflits affectant le projet	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration de la sensibilité aux conflits dans les futures activités d'IMPACT et de ses partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer que les conflits identifiés ne nuisent pas aux programmes locaux.

Photo : Territoire de Mambasa, province de l'Ituri - Sven Torfinn/IMPACT.
© IMPACT Transformer la gestion des ressources naturelles, juin 2025

IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les régions où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous analysons et concevons des approches de gestion des ressources naturelles dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'égalité. Organisme indépendant sans but lucratif, IMPACT fait action commune avec des partenaires locaux pour réaliser un changement durable.
www.impacttransform.org.